

L'ENNEMI COMMUN DES PEUPLES

« Mensonge, fausse bannière et vidéos », une politique américaine.

Par Bruno Guigue

mercredi 11 janvier 2017, par [Comité Valmy](#)



« Mensonge, fausse bannière et vidéos », une politique américaine.

Pour justifier l'ingérence dans les affaires des autres, Washington manifeste à la fois un véritable génie de l'affabulation et un manque évident d'imagination. Les dirigeants US n'oublient jamais d'inventer une histoire à dormir debout, mais elle a toujours un air de déjà-vu. Le plus étonnant n'est pas que Washington fasse preuve d'une telle répétition dans son répertoire, c'est plutôt qu'on semble le découvrir à chaque fois. En attendant, les faits parlent d'eux-mêmes. L'analyse des conflits du demi-siècle écoulé révèle le même modus operandi, elle fait apparaître les mêmes grosses ficelles.

Premier cas d'école, la guerre du Vietnam. En août 1964, le fameux incident du Golfe du Tonkin fait subitement basculer l'opinion américaine dans le camp belliciste. Des vedettes lance-torpilles nord-vietnamiennes, accuse Washington, ont

attaqué le destroyer de la Navy « Maddox » au milieu des eaux internationales le 2 août. Dans un contexte de tensions entre Washington et Hanoï, la Maison-Blanche soutient que cette provocation communiste ne peut rester sans réponse. Mis sous pression, le Congrès des Etats-Unis autorise le président Johnson, le 7 août, à riposter militairement. Dans les mois qui suivent, des centaines de milliers de soldats volent au secours du régime sud-vietnamien et les bombardiers US pilonnent les positions nord-vietnamiennes.

A l'époque, la presse occidentale reprend mot pour mot la version officielle, accréditant la thèse d'une agression des forces communistes nord-vietnamiennes qui seraient donc responsables de l'escalade militaire. Pourtant, cette narration de l'incident est totalement fictive. Elle a été fabriquée de A à Z. En réalité, aucune attaque n'a eu lieu. Le « Maddox » était dans les eaux territoriales nord-vietnamiennes et non dans les eaux internationales. Il a bien tiré 350 obus, mais dans le vide, contre un ennemi parfaitement imaginaire, pour faire croire à une attaque. Mais peu importe. Il fallait démontrer l'agressivité criminelle du camp adverse, lui faire porter la responsabilité d'une guerre totale. Elle fera trois millions de morts, et les USA la perdront.

Deuxième cas d'école, la guerre contre l'Irak. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 fournissent à l'administration Bush un prétexte idéal pour lancer une vaste offensive au Moyen-Orient. Elle passe d'abord par la destruction du régime taliban en Afghanistan (pourtant installé avec la bénédiction de Washington), puis par l'attaque contre l'Irak de Saddam Hussein (mars 2003). Privée de toute légitimité internationale, cette agression militaire contre un Etat qui ne menace personne se prévaut, officiellement, d'un double « casus belli ». Bagdad détiendrait des armes de destruction massive représentant un danger mortel pour la sécurité collective, et le régime baasiste fournirait une aide logistique à l'organisation terroriste Al-Qaida.

Comme pour l'incident du Golfe du Tonkin, cette double accusation est une monstrueuse affabulation. On eut beau faire semblant de les chercher, on n'a trouvé aucune arme de destruction massive en Irak, ni aucune connivence entre le régime irakien et l'organisation terroriste fondée par Ben Laden. En revanche, l'implication des services secrets américains et saoudiens dans les attentats du 9/11 est un secret de polichinelle. La version officielle permet donc d'occulter cette responsabilité (qui reste obscure dans ses détails) en se livrant à une inversion accusatoire. Pour justifier la liquidation d'un Etat qui s'oppose à ses ambitions, Washington l'accuse de ses propres turpitudes. Habitée à avaler des couleuvres, la presse occidentale reproduira servilement l'argumentaire contre Bagdad.

Troisième cas d'école, la Syrie. A partir du printemps 2011, une contestation minoritaire et encouragée de l'extérieur, sur le modèle préfabriqué des « révolutions arabes », réclame la destitution du président syrien. Des provocations et des

attentats créent un climat de guerre civile, aggravé par l'aide massive que fournissent à la rébellion armée les puissances occidentales et les pétromonarchies du Golfe. Refroidi par les fiascos afghan et irakien, Washington préfère intervenir contre Damas en utilisant des « proxys », des organisations de mercenaires. Mais une partie de l'establishment, acharnée, veut provoquer la chute de Bachar Al-Assad en persuadant Barack Obama d'infliger des frappes aériennes aux forces syriennes.

Pour justifier cette intervention, il faut évidemment un prétexte. On va vite le trouver ! Par l'horreur qu'il inspire, l'usage de l'arme chimique contre des populations civiles constitue le motif idéal. Le 21 août 2013, des images d'enfants gazés dans la banlieue de Damas font le tour du monde. Faute de preuves, les enquêteurs de l'ONU ne désignent aucun coupable. Une étude menée par le prestigieux MIT révélera que cette attaque ne pouvait provenir que des zones rebelles. Mais c'est trop tard. La machine à mensonges tourne à plein régime. Accréditée par Washington, avalisée par ses alliés, la version officielle est reprise par la presse et les ONG subventionnées. Elle devient « la vérité » sur le conflit syrien, le prétexte de l'ingérence étrangère et le faux-nez du néo-colonialisme.

Vietnam, Irak, Syrie, trois exemples parmi tant d'autres ! La liste des pays qui ont subi l'ingérence fomentée grâce à la manipulation de l'opinion est interminable (Cuba, Cambodge, Soudan, Nicaragua, Somalie, Serbie, Libye, Yémen, Chili, Venezuela, Honduras, la liste est non exhaustive ..). A chaque fois, cette manipulation repose sur un mensonge inaugural, énorme de préférence, qui fabrique le casus belli requis par l'ingérence en tétanisant l'opinion internationale. Spécialité US, cette production de la guerre par l'invention pure et simple de son motif est la marque de fabrique de la maison-mère. Lyndon Johnson invente des vedettes-lance-torpilles, Colin Powell brandit sa fiole de jus de pomme à l'ONU, Barack Obama désigne le coupable d'une attaque chimique organisée par ses protégés. Tout est bon pour édifier le bon peuple.

La formule-clé de cette politique, c'est « mensonge, fausse bannière et vidéos ». Le mensonge est l'élément générateur de la guerre impérialiste, sa matière première, son carburant. La fausse bannière (« false flag ») est son mode opératoire préféré, car il autorise l'inversion accusatoire, l'imputation de ses propres crimes à l'adversaire qu'on veut abattre. Les vidéos, enfin, sont l'instrument de communication qui donne corps à la fable fondatrice. Avec la force persuasive de l'image, avec ses effets de réel, elles permettent de substituer une post-vérité construite à la simple véracité des faits. Ce n'est pas un hasard si le Pentagone a dépensé 500 millions de dollars pour fabriquer de fausses vidéos djihadistes, et si les Casques Blancs, en Syrie, montaient leurs vidéos dans des décors de cinéma.

Bruno Guigue

11 janvier 2017



Bruno Guigue, ancien élève de l'École Normale Supérieure et de l'ENA, Haut fonctionnaire d'Etat français, essayiste et politologue, professeur de philosophie dans l'enseignement secondaire, chargé de cours en relations internationales à l'Université de La Réunion. Il est l'auteur de cinq ouvrages, dont [Aux origines du conflit israélo-arabe](#), [L'invisible remords de l'Occident](#), L'Harmattan, 2002, et de centaines d'articles.